

La sécurité est maintenant la priorité. Seul l'État peut la garantir

6 AVRIL 2022

Auteur

PAOLO GERBAUDO

professeur de culture digitale
au département des Humanités
numériques du King's College à
Londres

*Cet article a d'abord été publié
en espagnol et en anglais par
notre partenaire Agenda
Publica.*

*Texte traduit de l'anglais par
Clémentine Sirvent.*

La guerre est le crépuscule des illusions, et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ainsi que la menace qu'elle pose à l'Europe marque la fin d'un des plus puissants et durables fantasmes de l'histoire récente : l'idée que nous sommes destinés à vivre dans un ordre global stable où le marché assure la gestion de tous nos problèmes.

Les turbulences que nous traversons depuis les années 2020 nous confrontent à des problèmes que le marché n'est évidemment pas en mesure de régler, et qui nécessitent une forte intervention étatique. D'une augmentation des budgets consacrés à l'armée dans les pays européens, à une plus grande urgence des investissements dans les énergies vertes comme moyen de surmonter la dépendance continentale au gaz et au pétrole russes, l'« État interventionniste » et les dépenses keynésiennes sont appelés à faire leur grand retour. Nous entrons dans une ère où le néolibéralisme des « marchés libres » est en train d'être remplacé par un néo-étatisme, une large acceptation d'une forte intervention de l'État à tous les niveaux de notre société et de l'économie, comme un moyen d'assurer la protection et la sécurité.

Ce changement dans les perceptions du public et les attitudes politiques est bien antérieur à la crise internationale. Il avait déjà été nourri par l'échec des politiques d'austérité des années 2010. La diminution des dépenses publiques entraîne uniquement la stagnation économique et l'appauvrissement des classes ouvrières et classes moyennes, et nourrit l'adhérence aux mouvements populistes de droite dont beaucoup ont été alliés à Vladimir Poutine (et financés par lui). Cette adhérence dogmatique au conservatisme fiscal a mis en danger nos démocraties comme l'ont reconnu quelques libéraux. L'agenda économique de Joe Biden était largement conçu pour pacifier les mécontentements économiques qui ont permis à Trump de gagner au sein de vastes sections des classes ouvrières. Mais cet agenda est bloqué au Congrès du fait des résistances de ceux qui défendent l'ancien dogme et des lobbies qui en profitent.

La pandémie due au Covid n'a fait que renforcer ce changement d'attitude du public. Dans une lettre adressée au Financial Times courant mars 2020, l'ancien président de la Banque Centrale Européenne (BCE) et actuel premier ministre italien, Mario Draghi, a déjà soutenu que la pandémie due au Covid a confronté les États à une situation semblable à une économie de guerre, dans laquelle les restrictions budgétaires adoptées dans le courant des années 2010 devraient être levées. « C'est le rôle propre de l'État de déployer son action pour protéger les citoyens et l'économie contre les chocs dont le secteur privé n'est pas responsable et qu'il ne peut absorber » a-t-il dit. Plus récemment, son principal conseiller économique, Francesco Giavazzi, a même affirmé que « la dette est un concept du siècle dernier ». L'urgence du changement climatique et l'objectif de la transition écologique ont conduit les gouvernements à réaliser des investissements publics massifs dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les infrastructures de transport. Avec la guerre qui fait rage aux frontières de l'Europe, cette rupture avec le conservatisme fiscal est appelée à s'accroître.

En Allemagne, le ministre fédéral des finances (FDP) Christian Lindner, un fervent défenseur de l'équilibre budgétaire, a annoncé des dépenses de défense extraordinaires de l'ordre de 100 milliards d'euros. Il s'est moqué du leader Friedrich Merz du CDU qui avait prévenu que les dépenses militaires augmenteraient la dette publique, en affirmant que la situation en matière de sécurité a mis fin au "*business as usual*" et qu'elle exige « un investissement en faveur de notre liberté ». Beaucoup des pays européens ont déjà fait des promesses de dépenses similaires, alors que les discussions à propos d'une politique de défense commune européenne s'accroissent, au milieu de la prise de conscience que le continent ne peut plus compter sur la seule protection des États-Unis, et a besoin de plus d'« autonomie stratégique ».

Au total, nous sommes susceptibles de voir un retour du « keynésianisme de guerre ». Adam Tooze a affirmé que la Russie est susceptible d'abandonner « sa réputation d'orthodoxie en matière fiscale », également pour compenser les effets des sanctions économiques. Au sein de l'Union Européenne, la reprise naissante des investissements keynésiens, telle qu'elle ressort du plan de relance de l'UE, ne peut que s'accélérer. Comme beaucoup de critiques de l'orthodoxie financière l'ont affirmé, les alliés n'auraient sûrement pas gagné la seconde guerre mondiale s'ils s'en étaient tenus aux « budgets équilibrés ».

Mais l'interventionnisme étatique est maintenant appelé à de nombreux autres niveaux. Une des raisons de la vulnérabilité de l'Europe tient à sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie qui fournit 40% du gaz naturel et 25% du pétrole brut, la politique énergétique d'Angela Merkel étant en partie responsable de cette situation. Malgré les sanctions économiques, les pays européens continuent de financer le gouvernement de Vladimir Poutine, en payant environ 350 millions d'euros par jour pour les importations d'énergie. Les responsables politiques continentaux seront obligés de redoubler leurs engagements pour la transition énergétique.

Une nouvelle série de mesures sera annoncée la semaine prochaine en Allemagne pour réaliser de nouveaux investissements dans le secteur de l'énergie, couvrant l'énergie éolienne et photovoltaïque, mais également de nouveaux terminaux GNL. Dans d'autres pays, il y aura un nouvel élan pour l'énergie nucléaire telle qu'elle a été initiée en Finlande. L'Agence Internationale de l'Energie affirme que l'Europe devrait réduire d'un tiers sa dépendance à l'égard de la Russie en un an en prenant des mesures radicales en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. Mais cela ne pourra être possible qu'en abandonnant les vestiges passés de la pensée austéritaire.

Plus généralement, dans cette crise, il est clair comme de l'eau de roche que certains principes de la mondialisation - marchés ouverts, libre circulation des capitaux, paradis fiscaux non règlementés et chaînes d'approvisionnements complexes - sont devenus insoutenables. Dans le commerce international, nous sommes susceptibles de nous diriger vers un système économique global balkanisé dans lequel différents pouvoirs essaieront de défendre plus jalousement leur sphère d'influence et leurs marchés captifs. Si le découplage et la relocalisation ont été critiqués par certains comme des retours anachroniques à l'autarcie, la renationalisation et la régionalisation de l'industrie et du commerce ne doivent être déployés qu'avec plus de détermination en réponse à cette crise.

Sur le plan financier, comme l'économiste Branko Milanovic l'a affirmé, « la mondialisation se fait maintenant à l'envers », les avoirs étant gelés et les biens des oligarques russes expropriés. Même la Suisse, le plus célèbre des paradis fiscaux continentaux, a abandonné son formidable isolement en gelant les avoirs des milliardaires russes et des banques. Également à l'intérieur de la Russie, la crise a révélé quelle était la réelle hiérarchie entre l'économie et la politique. Les oligarques pourront bien être furieux en voyant leur super-yachts confisqués, mais leur énorme patrimoine étranger a été rapidement sacrifié au nom de la « *raison d'État* ».

Les urgences actuelles ne pourront pas être réglées par des États-nations isolés. Elles requièrent de l'Union Européenne qu'elle s'approfondisse et devienne quelque chose de plus similaire à un état fédéral interventionniste, au lieu d'un simple inspecteur fiscal et d'un régulateur. Le risque réel est qu'à cause d'engagements persistants à l'orthodoxie fiscale, l'augmentation des dépenses de défense s'accompagne de tentatives de plafonnement des dépenses sociales. Cela serait un choix à très courte vue, compte tenu de la manière dont la contraction fiscale des années 2010, et les dégâts sociaux qui en ont résultés, ont créé des boulevards pour la droite populiste, tout en portant atteinte à la cohésion sociale qui est plus qu'essentielle pour faire face à une situation d'urgence.

En définitive, le changement actuel dans les politiques publiques et l'acceptation des dépenses publiques et d'un renforcement de l'interventionnisme étatique devraient devenir une question de bon sens et une politique bipartisane. Les libéraux classiques tel qu'Adam Smith savaient que « la défense est bien plus importante que l'opulence », et que le marché ne peut pas non plus être effectif si la sécurité dans toutes ses dimensions – sociale, politique et maintenant aussi environnementale – n'est pas garantie. Les néolibéraux se sont débarrassés de la sagesse de leurs prédécesseurs sans réfléchir. Mais avec la conséquence de rendre les sociétés occidentales fragiles et leur démocratie vulnérable à l'extrémisme et à l'interférence étrangère. C'est le moment de tirer un bilan des difficiles leçons que l'histoire nous inflige dans les rues de Kiev et Kharkiv, et à travers les pipelines par lesquels Poutine se nourrit de notre dépendance énergétique.